

REPUBLIQUE DU TCHAD

\*\*\*\*\*

Ministère des Finances, du Budget et  
des Comptes Publics

\*\*\*\*\*

Secrétariat Général

\*\*\*\*\*

Direction Générale du Budget et de l'Informatisation



# Budget citoyen 2023



*Le budget de l'Etat expliqué  
en langage simple.*



# SOMMAIRE

**Introduction**



**01**

**Les définitions et principes qui régissent le budget de l'Etat.**

PAGE 06



**02**

**Les principaux textes juridiques qui permettent d'élaborer et d'exécuter le budget de l'Etat**

PAGE 08



**03**

**Quelles sont les principales étapes de l'élaboration du budget**

PAGE 10



**04**

**Comment le budget est-il exécuté ?**

PAGE 11



**05**

**Quelles sont les procédures d'exécution du budget?**

PAGE 12



**06**

**Comment un opérateur économique peut-t-il travailler avec l'Etat?**

PAGE 19



**07**

**Comment se présente le budget 2023?**

PAGE 20



**08**

**Résumé des nouvelles dispositions fiscales**

PAGE 30



# Introduction

**Le budget de l'Etat est un document qui prévoit les ressources à percevoir et les dépenses à effectuer pour améliorer les conditions de vie et de satisfaire aux besoins essentiels des populations (santé, éducation, sécurité...). De façon traditionnelle, on se limite aux dépenses que l'État a fait en termes de moyens, mais de plus en plus l'Etat réalise une programmation dans les moindres détails en fonction de ses ressources (qui proviennent des impôts et taxes douanières, des revenus pétroliers, des emprunts, des aides et dons, etc.).**

Avec le Budget programme, une action préalable pour le citoyen est de dire aisément à l'État en début d'année de dépenser rationnellement son argent et de constater dans les moindres détails les réalisations des engagements pris au départ du processus. Ensuite, le citoyen pourra contrôler cette action au cours

de l'année et à la fin de celle-ci pour s'en assurer que les ressources publiques auxquelles il a contribué a été utilisées au moindre franc comme il lui avait été promis. S'il constate une différence dans la réalisation, il pourra demander des explications à l'Etat qui à son tour donnera des réponses et éventuellement des mesures à entreprendre.

Le Gouvernement de Transition multiplie les efforts afin de satisfaire les besoins des citoyens et de ce fait, sa politique est traduite dans le Budget de l'État pour l'exercice 2023 par :

- La mise en œuvre des résolutions du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS) ainsi que des recommandations de l'Accord de Doha, avec comme point d'orgue pour l'année 2023, la préparation et la tenue d'un Référendum Constitutionnel ;
- Le désenclavement de toutes les provinces, la construction des centrales solaires, des voiries urbaines et des routes bitumées
- La réalisation des forages, des châteaux et réseaux d'adduction et de distribution d'eau potable sur toute l'étendue du territoire national ;
- La préservation de la paix sociale, la promotion du genre et le

renforcement de l'offre de services sociaux de base et de la solidarité nationale ;

- L'accroissement des capacités de la Police Nationale ainsi que celles de des Armées de Terre et de l'Air ;
- L'informatisation généralisée des administrations centrales, provinciales et locales et la décentralisation administrative, financière, numérique et digitale des services financiers et des marchés publics ;
- La responsabilisation des comptables publics et responsables financiers des sociétés, agences, autorités, institutions et établissements publics et privés dans la collecte et le reversement de la TVA au Trésor Public ;
- Le renforcement de l'équité fiscale par alignement et l'allègement de l'IRPP entre le secteur public et le secteur privé ;

- La défiscalisation généralisée des importations des matériaux, intrants et équipements agricoles et pastoraux et l'exonération totale des droits de douanes (sur le ciment en provenance des pays africains hors zone CEMAC). L'allègement drastique soit une baisse de 75% des droits de douane assis sur l'importation des camions gros porteurs.

**Le Budget Citoyen pour l'exercice 2023 explique plus simplement le budget, la manière dont est géré l'argent public, explique les innovations concernant les simplifications et les facilitations apportées dans les relations entre les services publics et le contribuable.**

# 01

## Les définitions et principes

... qui regissent le budget.

### C'est quoi le budget de l'Etat ?

Le budget de l'Etat est un document dans lequel le Gouvernement dit ce qu'il peut recevoir comme argent (recettes) et ce qu'il veut faire comme dépenses afin de satisfaire les besoins de la population sur une période de douze (12) mois (janvier à décembre). Les dépenses doivent être égales aux recettes.

Grâce au budget de l'Etat, le Gouvernement met en œuvre sa politique de développement économique et social. Le budget devient un acte qu'on appelle « Loi de Finances

» une fois qu'on le présente aux représentants des citoyens (conseillers nationaux). Dès qu'ils s'accordent que c'est bien fait, ils le votent.

### Qu'est-ce que le budget de moyens ?

Le budget de moyens est un budget qui détermine le montant que l'État prévoit donner à ses services afin de satisfaire les besoins des citoyens.

### C'est quoi le budget citoyen?

C'est la traduction du budget dans un langage simple et facile au citoyen lambda.



## C'est quoi le budget-programme?

Le budget programme est un outil de gestion budgétaire qui alloue des ressources en fonction de programmes ou de projets spécifiques au sein d'une organisation. Il permet de consacrer la gestion axée sur les résultats dans le secteur public. Le budget programme est souvent utilisé pour aligner leurs ressources sur leurs priorités stratégiques et à mesurer la performance de leurs programmes et projets en fonction des résultats attendus. Il peut également être utilisé pour faciliter la prise de décision en matière de ressources, en aidant les décideurs à comprendre l'impact financier de différentes options et scénarios de financement.

## La Loi de finances

La Loi de finances de l'année à venir est une loi

préparée et votée au cours de l'année dont l'objet est d'autoriser le Gouvernement à collecter des ressources et à les dépenser.

## Qu'est-ce que le budget participatif ?

Le budget participatif est un budget où les populations de chaque localité expriment directement leurs besoins de développement pour que l'État les programme dans ses dépenses à venir.

# 02

## Les principaux textes juridiques...

... qui permettent d'élaborer et d'exécuter le budget de l'Etat

Sur quelle base juridique le budget de l'Etat est-il élaboré?

Pour élaborer le budget de l'Etat et bien l'exécuter, on se fonde sur des bases juridiques spécifiques. Il s'agit **des textes législatifs (Loi organique et Lois ordinaires) et règlementaires (Décrets, Arrêtés, Circulaires...)**.

### 1. Les Lois

- La **Loi organique n°004/PR/2014** du 18 février 2014 relative aux Lois de finances ;
- La **Loi n°018/PR/2016** du 24 novembre 2016 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la Gestion des Finances Publiques ;
- La **Loi n°016/PT/2022** du 30 décembre 2022 portant Loi de finances pour l'exercice 2023



## 2. Les textes réglementaires

- Le **Décret n°319/PR/PM/MFB/2016** du 26 avril 2016 portant nomenclature du budget de l'Etat
- Le **Décret n°321/PR/PM/MFB/2016** du 26 avril 2016 portant plan comptable de l'Etat ;
- Le **Décret n°320/PR/PM/MFB/2016** du 26 avril 2016 portant Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) ;
- Le **Décret n°2020/PR/MFB/2020** du 08 aout 2020 portant organisation du Commission Nationale de Gestion des Investissements Publics.
- Le **Décret n°2021/PR/MFB/2020** du 08 aout 2020 portant cycle de gestion des investissements publics.
- Le **Décret n°0037/PT/PM/MFBCP/2023** du 16 janvier 2023 portant répartition des crédits et fixant les compétences des administrateurs de credits de la Loi N°016/PT/2022 des finances pour l'exercice 2023 du 30 décembre 2022;
- La **Circulaire n°001/PT/PMT/MFBCP/2023** portant Instructions relatives aux modalités d'application des dispositions fiscales de la Loi de Finances pour l'exercice 2023;
- La **Circulaire n°002/PT/PMT/MFBCP/2023** portant Instructions relatives à l'Exécution du Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2023/
- L'**Arrêté n°642/PR/PM/2015** du 02 février 2015 instituant un calendrier pour la préparation et l'élaboration du budget général de l'Etat.

# 03

## Quelles sont les principales étapes...

... de l'élaboration du budget ?

Les étapes d'élaboration du Budget Général de l'Etat découlent de l'arrêté N°642/PR/PM/2015 du 02 février 2015 portant calendrier budgétaire de l'Etat. Le cycle budgétaire décompose le processus d'élaboration du Budget Général de l'Etat en quatre (04) étapes majeures.

### CADRAGE

01

**Début février** : lancement de la préparation du budget

**Mi-février**: 1<sup>ère</sup> réunion du comité de cadrage

**Mi-mars** : Finalisation du CBMT et CDMT

**Fin-mars** : Envoie de la lettre de cadrage au PT

**Mi-mai** : Soumission des avant-projets de budget

**Début juin** : Organisation du Débat d'Orientation Budgétaire

**Fin juin** : Diffusion du CDMT et TOFE

**Acteurs**: PT, PM, MFBCP, MPEPI, Institutions

### ARBITRAGE

02

**Mi-juillet** : Organisation des conférences budgétaires

**Fin juillet** : Dépôt des budgets des autres ministères et institutions au MFB

**Début septembre** : Finalisation de l'élaboration de l'avant-projet de budget de l'Etat

**Fin septembre** : Adoption au conseil de Ministre du projet de Budget de l'Etat.

**Acteurs**: Conseil des Ministres, Commission budgétaire, Institutions

### VOTE

03

**Veille de la 2<sup>e</sup> session ordinaire** : vote du Budget Général de l'Etat et ses documents annexes à l'Assemblée Nationale

**Acteurs**: Conseil des Ministres, Commission budgétaire, Institutions

### PROMULGATION

04

**31 décembre au plus tard** : promulgation de la Loi des finances votée par le Président de la République.

**Acteur** : Président de Transition

# 04

## Comment le budget est-il exécuté ?



Quels sont les moyens utilisés pour permettre d'exécuter le budget de l'Etat?

**Il y a:**

- ☞ Le Système intégré informatisé de gestion des finances publiques (**SIGFiP**) qui est un logiciel qui permet de préparer, d'exécuter et de suivre le budget de l'Etat.
- ☞ Quatre (4) acteurs principaux qui interviennent dans le processus:
  - Les **administrateurs de crédits**,
  - Les **contrôleurs financiers**,
  - Les **ordonnateurs**,
  - Les **comptables publics**.

# 05

## Quelles sont les procédures...

d'exécution du budget de l'Etat?



Il y'a 3 procédures:

1



NORMALE

2



SIMPLIFIÉE

3



DÉROGATOIRE

# 1. Procédure normale



## En quoi consiste la procédure normale?

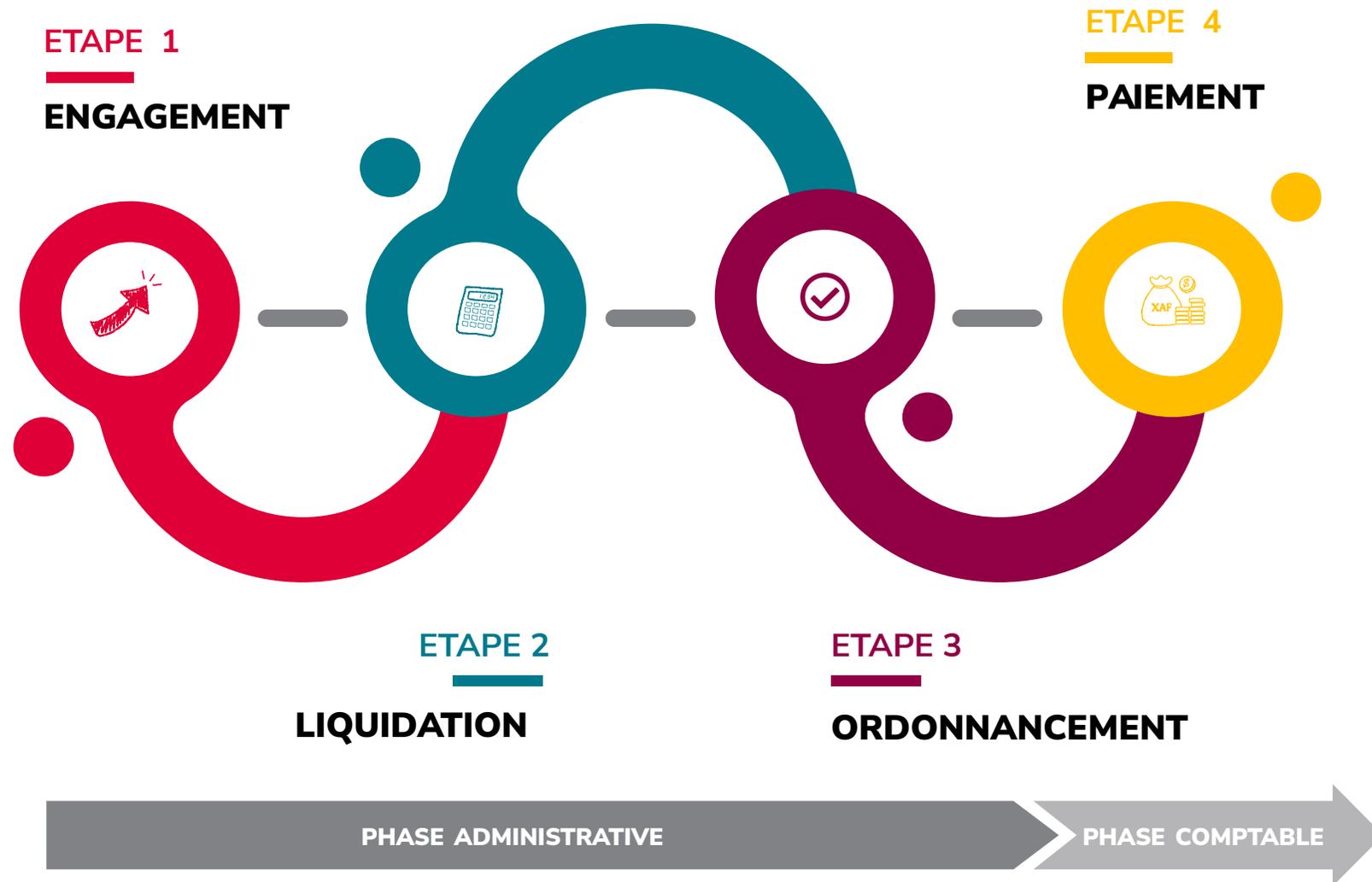
Les dépenses sont payées en respectant les quatre (4) étapes de la procédure normale.



## Quelles sont les types de dépenses concernées par cette procédure? (Biens et services & Investissements)

- Les contrats pour les marchés de biens et services dont **les montants sont supérieures à 30 millions F CFA** ;
- Les contrats pour les marchés d'investissement **dont les montants sont supérieures à 50 millions F CFA** y compris les avances de démarrage ;
- Les contrats de prestation intellectuelle dont **les montants sont supérieures à 20 millions F CFA**.

## Les 4 étapes de la procédure normale



## 2. Procédure simplifiée



### En quoi consiste la procédure simplifiée?

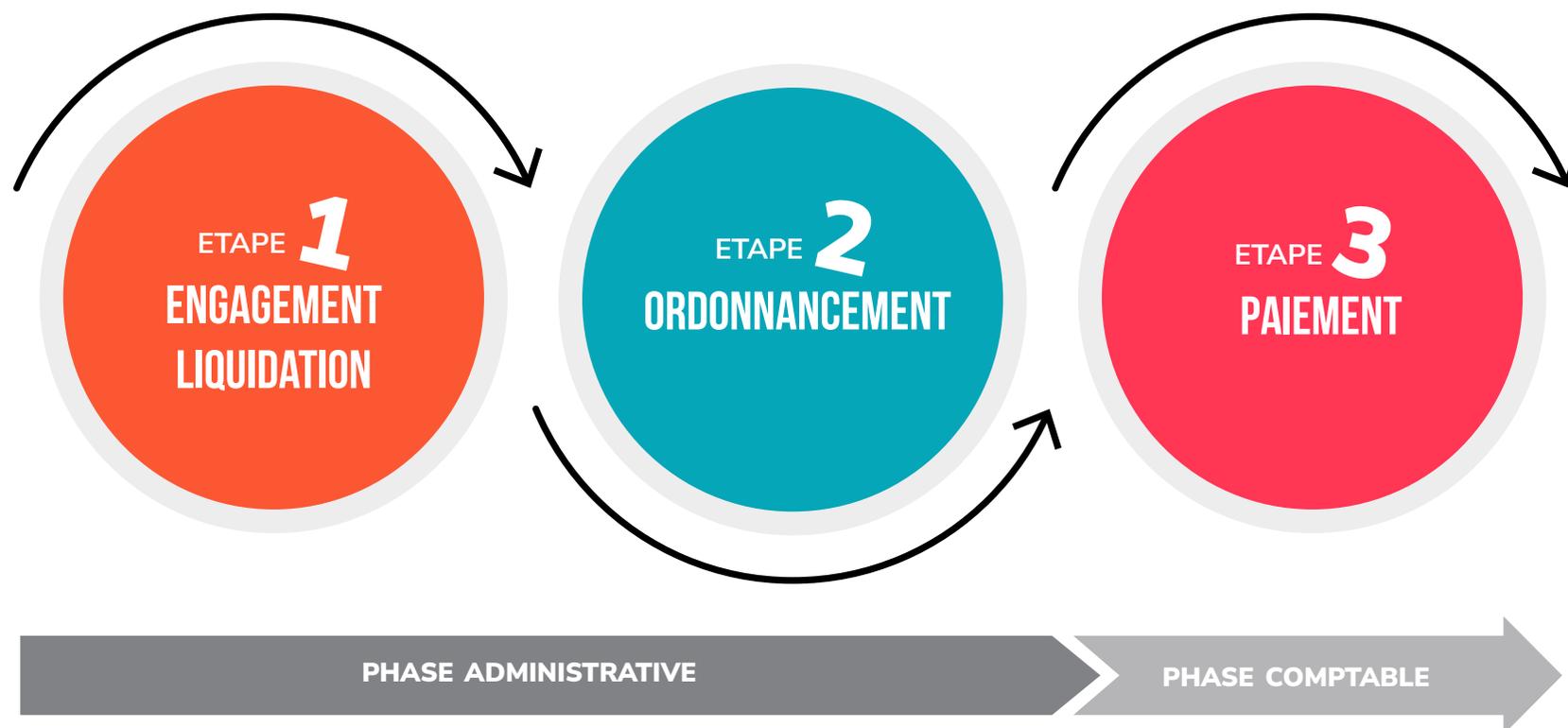
C'est une procédure dans laquelle l'engagement tient lieu de liquidation de la dépense concernée.



### Quelles sont les types de dépenses concernées par cette procédure?

- Les traitements et salaires;
- Les frais de missions, les titres de transports et autres services;
- Les dépenses globales pour la réalisation des activités;
- Les contrats de fournitures déjà réceptionnés;
- Les transferts aux établissements/ Entreprises publiques;
- Les contreparties Etat aux projets financés sur fonds extérieurs.

## Les 3 étapes de la procédure simplifiée



# 3. Procédure dérogatoire



## En quoi consiste la procédure dérogatoire?

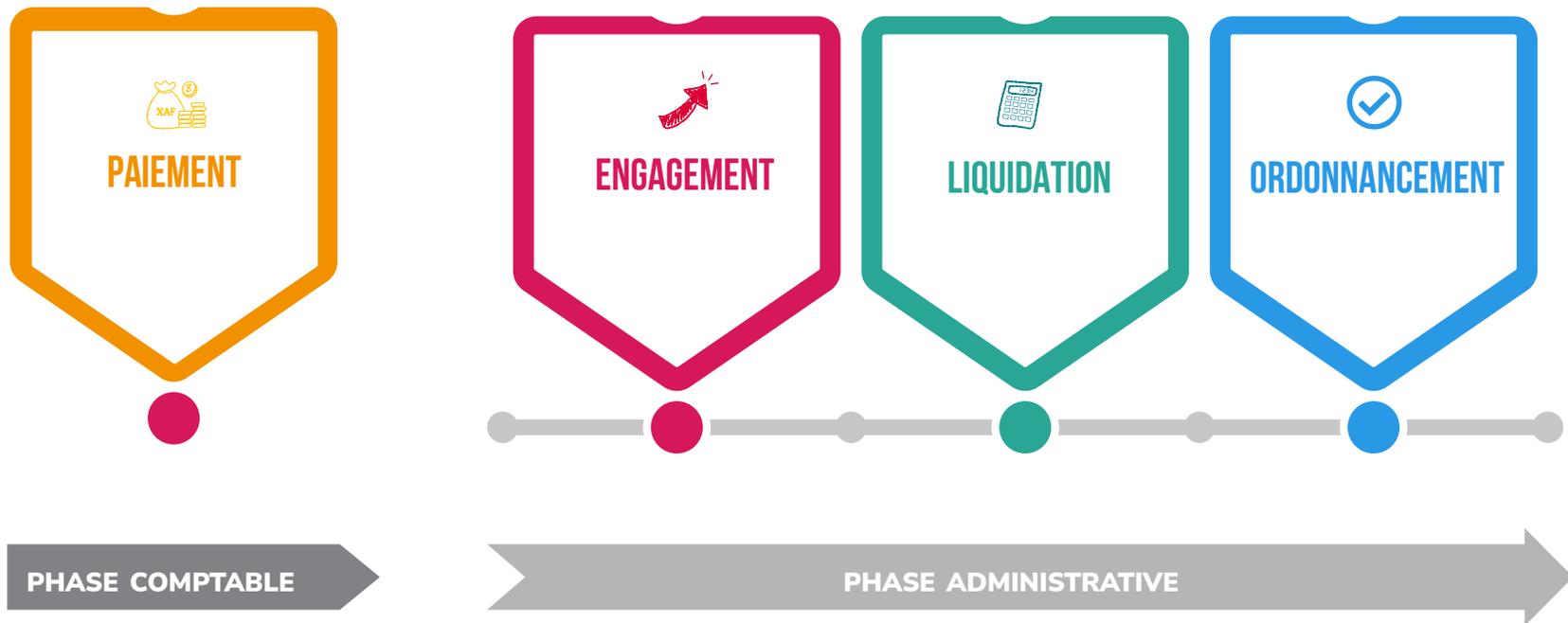
C'est une procédure dans laquelle le paiement est effectué dans un premier temps et une régularisation de la dépense est effectuée ultérieurement dans un délai ne dépassant pas 60 jours. Cette procédure est généralement utilisée pour des dépenses exceptionnelles et/ou urgentes.



## Quelles sont les types de dépenses concernées par cette procédure?

- Dépenses urgentes de sécurité;
- Dépenses urgentes de santé;
- Dépenses liées aux catastrophes naturelles ;
- Dépenses liées aux missions officielles.

## Les 4 étapes de la procédure dérogatoire



# 06

## Comment un opérateur économique peut-t-il travailler avec l'Etat?

Les opérateurs économiques sont des acteurs qui interviennent dans le processus d'exécution du budget. Et ces opérateurs sont entre autres les fournisseurs des biens et services.

**De quoi les opérateurs économiques ont-ils besoin pour travailler avec l'Etat ?**

Pour être un fournisseur de l'état, il faut être une personne morale (entreprise) ou physique qui dispose les pièces administratives ci-contre:

- Une attestation de non faillite et non liquidation judiciaire définissant que l'entreprise est en bonne santé
- Une attestation de domiciliation bancaire : l'entreprise doit avoir un compte bancaire. Le compte est libellé au nom de l'entreprise
- Une caution de soumission : un montant de garantie.
- Une Patente encours de validité
- Une attestation de non-redevance
- Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics
- Une attestation de déclaration de son personnel à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) ;
- Un Certificat d'identification fiscale
- Un certificat de qualification des entreprises publiques quand cela s'avère nécessaire
- Être inscrit au registre de commerce.
- Une déclaration d'engagement d'assurance



# 07

## Comment se présente le budget 2023?

### Le contexte et les hypothèses d'élaboration du budget 2023

#### Contexte

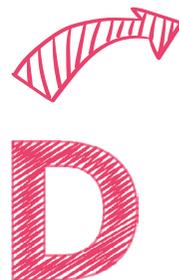


L'économie mondiale continue d'être confrontée à des défis de taille, sous l'effet de la guerre en Ukraine, les pressions inflationnistes et la persistance de la pandémie de la Covid-19.



Les prix des combustibles et des denrées alimentaires ont augmentée en 2022 suite à la guerre en Ukraine.

**C** Selon les Perspectives Economiques Mondiales (PEM, octobre 2022), la croissance mondiale devrait diminuer à 3,2 % en 2022 et 2,7% en 2023 soit une baisse de 0,2 point de pourcentage



Le cours du Brent augmenterait de 85,5 USD en 2023. Cette hausse résulterait de la forte demande mondiale en lien avec la levée progressive des mesures de confinement et la reprise progressive du trafic aérien.

**E** Les prix internationaux du coton ont considérablement augmenté ces dernières années. Selon l'indice A de Cotlook, le prix progresserait pour atteindre 88 centimes en 2021/2022.



Appréciation du taux de change du dollar US par rapport au FCFA est enregistrée

**G** L'inflation mondiale devrait atteindre 6,5% en 2023

## Principales hypothèses qui sous-tendent le budget général de l'Etat.

- La richesse nationale mesuré à partir du Produit National Brut (PIB) croîtrait de 5,1% en 2023 contre 4,6% en 2022 ;
- Le prix du pétrole brut à l'international serait de 85,5 dollars de barils contre 98,2 dollars de barils en 2022 ;
- La production journalière du pétrole brut attendu en 2023 serait en moyenne autour de 142 520 barils contre 136 599 barils en 2022 ;
- Le taux de change du Francs CFA par rapport au dollar américain s'apprécierait en 2023 par rapport à celui de l'année dernière : 669,1 FCFA/ Dollars US contre 695,3 FCFA/Dollars US.



### LES PRINCIPALES HYPOTHÈSES

*Taux de croissance du PIB*

**5,1 % ;**

*Taux de change*

**669,1 FCFA /Dollar US ;**

*Cours du Brent \**

**85,5 dollars US le baril ;**

*Production pétrolière totale :*

**142 520 barils/jour.**



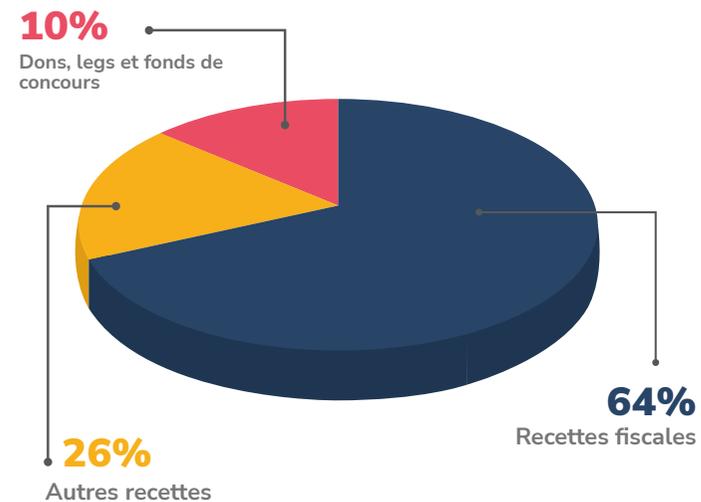
## Que sait-on du mode de financement du budget 2023 et son exécution?

Le budget de l'Etat **se compose de recettes et de dépenses**. Dans la Loi de Finances initiale 2023, les recettes s'élèvent à hauteur de **1 884,00 milliards F CFA** contre **1 549,00 milliards F CFA** en dépenses, dégagant ainsi un solde budgétaire global de **335,00 milliards F CFA**.

### Les recettes de l'Etat en 2023

En 2023, l'Etat prévoit des recettes totales de 1 884,8 milliards de F CFA comprenant 1 205,34 milliards de F CFA de recettes fiscales, 485,66 milliards de F CFA de recettes non-fiscales et 193,8 milliards de F CFA de dons, legs et fonds de concours.

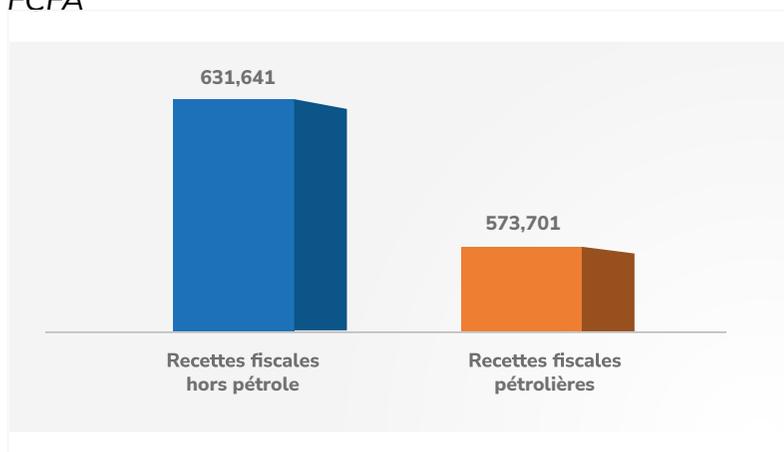
Graphique 1 : Part des recettes par nature (en %)



Source : DGBI/MFBCP, 2023

Les recettes fiscales s'élèvent en 2023 à hauteur de 1 205,342 milliards FCFA dont 631,641 milliards FCFA issues des activités hors pétrole et 573,701 milliards FCFA issues des activités pétrolières (Impôts sur les Sociétés pétrolières et redevances statistiques).

**Graphique 2 :** Prévission des recettes fiscales en milliards FCFA

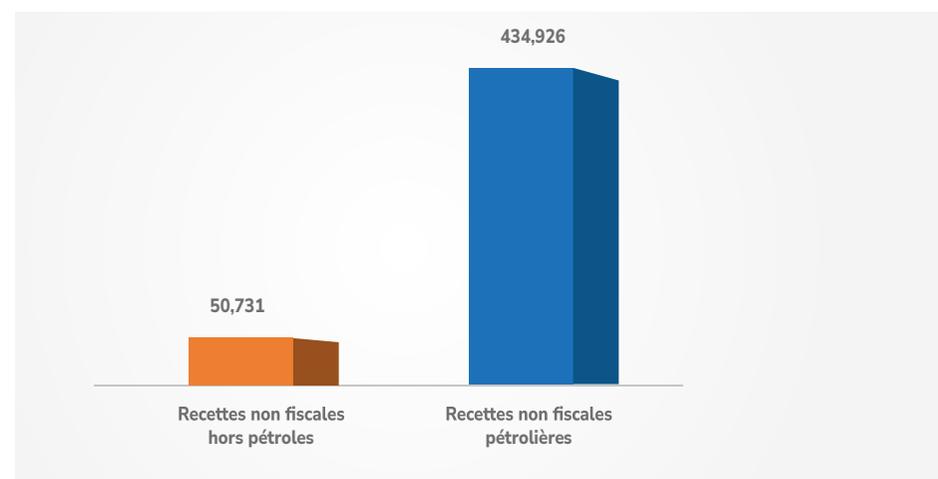


Source : DGBI/MFBCP, 2023

Les recettes non fiscales proviennent d'autres sources que les impôts et taxes

(vente des biens et services de l'Etat, les revenus de domaine, les amendes et les contraventions, la délivrance des actes administratifs, etc.). En 2023, ces recettes sont estimées à 485,658 milliards FCFA dont 50,731 milliards FCFA provenant des activités hors pétrole et 434,926 milliards FCFA issues des activités pétrolières (dividendes et redevances).

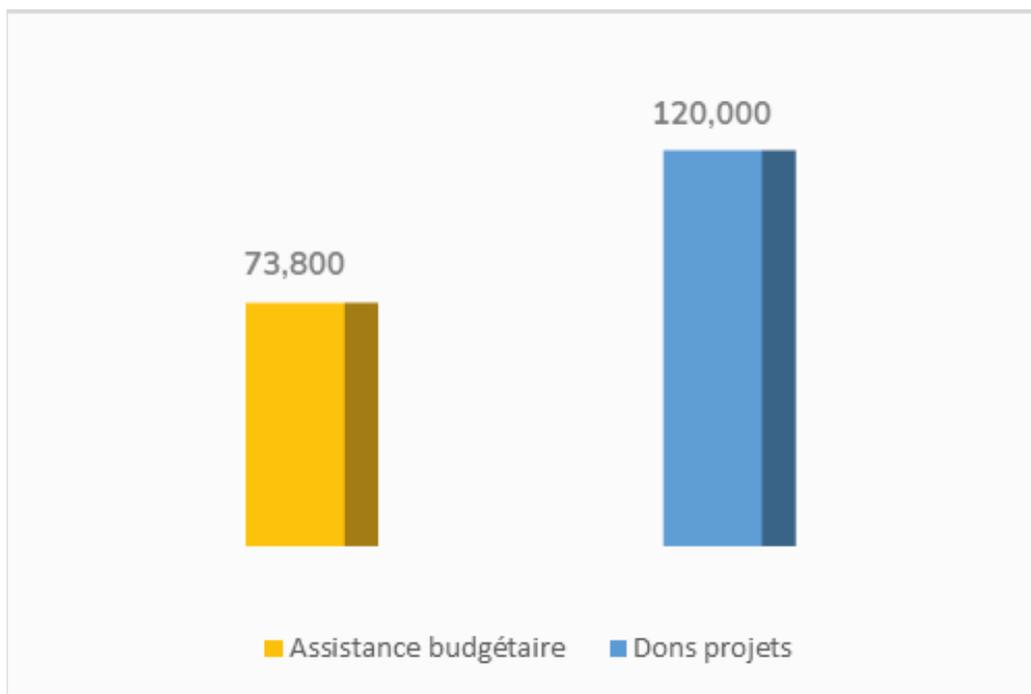
**Graphique 3 :** Prévission des recettes non fiscales en milliards FCFA



Source : DGBI/MFBCP, 2023

Les dons et legs désignent les sommes d'argent et les biens qui sont donnés ou légués à l'Etat le plus souvent des partenaires au développement. Au titre de l'année 2023, cette catégorie de ressources de l'Etat s'élève à 193,800 milliards FCFA, composée de 120,000 milliards FCFA de dons et 73,800 milliards FCFA d'assistances budgétaires.

**Graphique 4 :** Prévision des recettes en dons et Emprunts Extérieurs en milliards FCFA



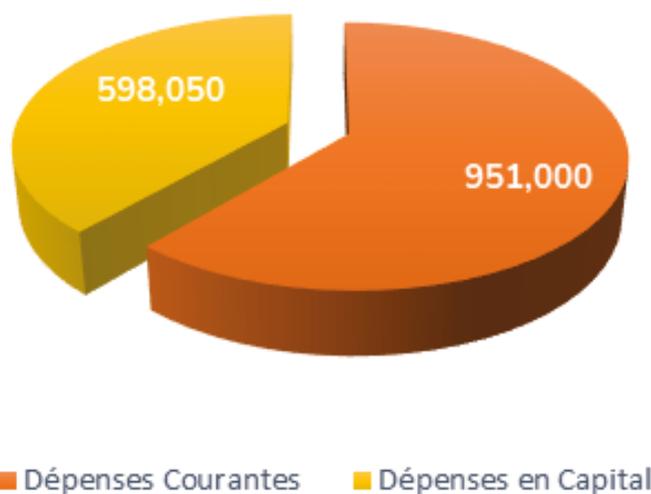
Source : DGBI/MFBCP, 2023

## Les dépenses de l'Etat en 2023

Les dépenses du Budget Général de l'Etat se composent des dépenses courantes (salaires, livres scolaires, médicaments, carburant, eau, électricité, intérêt de la dette, ...) et des dépenses en capital (construction des hôpitaux, écoles, ponts, routes, achat des ordinateurs, des véhicules, des table-blancs, etc.).

Les dépenses de l'Etat pour l'exercice 2023, hormis les dépenses d'amortissements de la dette publique, s'élèvent à 1 549,050 milliards FCFA. Le tableau ci-après présente ces différentes dépenses par nature.

**Graphique 5 : Dépenses de l'Etat en 2023 par nature en milliards FCFA**



Source : DGBI/MFBCP, 2023

Le paiement des intérêts de la dette contractée par l'Etat auprès des bailleurs de fonds pour financer ses activités, programmes et projets pour l'année 2023 s'élève à 99,00 milliards FCFA.

Les dépenses de fonctionnement de l'Etat comprennent les dépenses de personnel et de

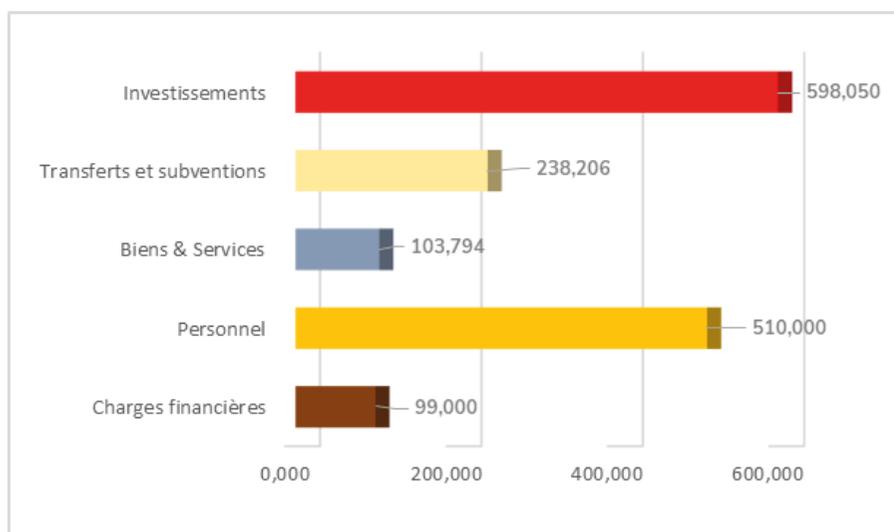
biens et services, et sont destinées essentiellement à la prise en charge de certaines catégories de dépenses telles que le salaire des fonctionnaires, la solde des militaires, les dépenses d'eau, d'électricité, de téléphone, de carburant, etc. Pour l'exercice 2023, elles sont évaluées à 613,794 milliards FCFA.

Les dépenses de transferts et subventions destinées au fonctionnement des organismes sous-tutelle de l'Etat (exemple : Écoles professionnelles, Universités, Hôpitaux, SNE, STE, ...) sont estimées en 2023 à 238,206 milliards FCFA.

Les dépenses effectuées par l'Etat pour la construction des écoles, hôpitaux, routes, châteaux d'eau, ponts ainsi que pour l'acquisition des équipements (table-bancs, lits d'hospitalisation, véhicules, groupes électrogènes, ordinateurs, etc.) désignent les dépenses d'investissements et d'équipements. Elles sont évaluées à 598,050 milliards FCFA dont 184,050 milliards FCFA sur financements intérieurs et 414,000

milliards FCFA sur financements extérieurs.

**Graphique 6** : Répartition des dépenses de l'Etat en 2023 en milliards FCFA



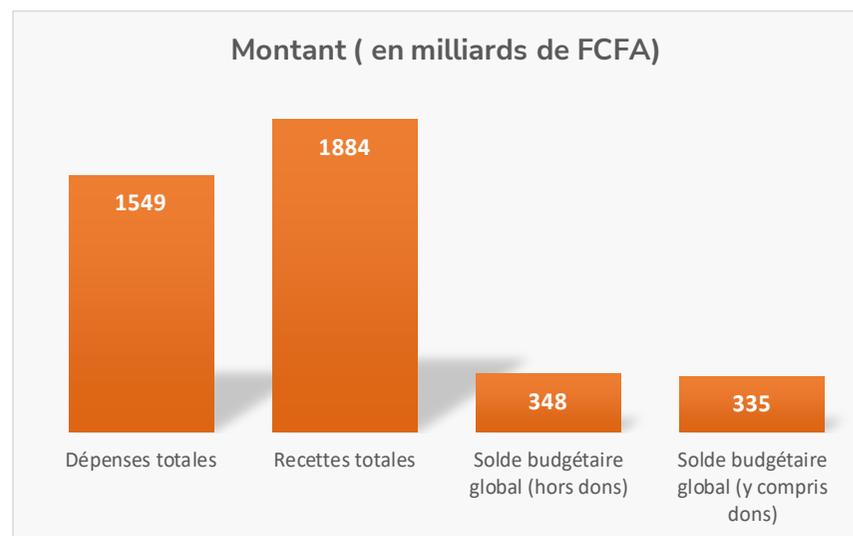
## Le solde budgétaire en 2023

La différence entre le niveau des recettes et le niveau des dépenses prévues dans le Budget Général de l'Etat constitue le solde budgétaire. Au cours de l'exercice 2023, la LFI a fait une prévision de 1 884,00 milliards

FCFA en termes des recettes totales de l'Etat (y compris les dons) contre 1 549,00 milliards FCFA en dépenses totales (y compris les investissements extérieurs), soit un solde budgétaire global (y compris dons) positif de 335,00 milliards FCFA.

Ainsi, cet excédent prévisionnel servira essentiellement à faire face aux charges de trésorerie et essentiellement à assurer le paiement de l'amortissement de la dette intérieure et extérieure.

**Graphique 7** : Solde budgétaire LFI 2023 en milliards FCFA

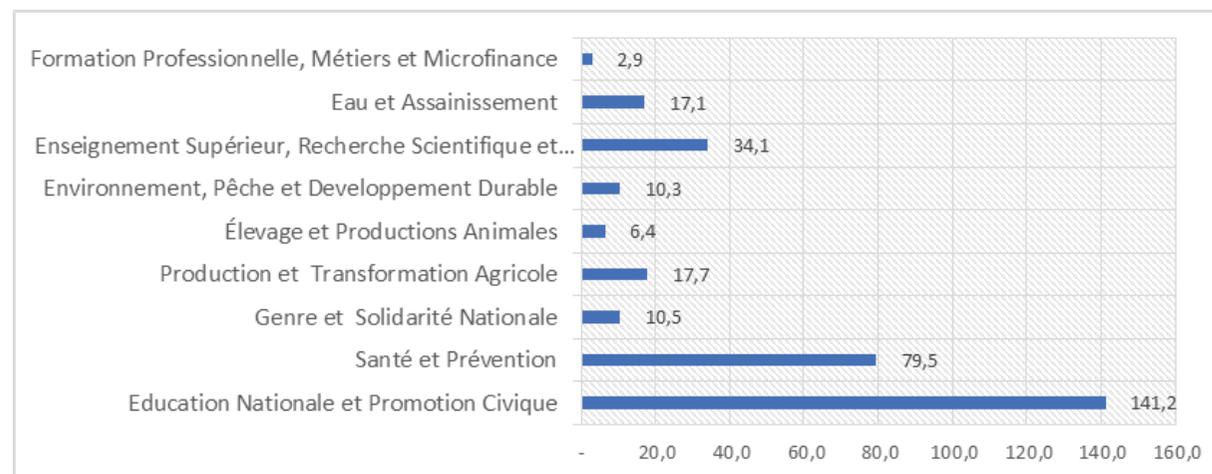


## Les dépenses allouées à la lutte contre la pauvreté

Le gouvernement considère la lutte contre la pauvreté comme une priorité et consacre une allocation conséquente de ressources de l'Etat aux secteurs clés tels que la santé, l'éducation, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, l'agriculture, l'hydraulique, la protection sociale, l'élevage, la pêche et l'environnement. Le budget total destiné à cette lutte s'élève à 319,7 milliards de FCFA provenant uniquement des financements internes.

Pour l'exercice 2023, les ressources allouées aux différents secteurs prioritaires sont réparties de la manière suivante : éducation nationale et promotion civique (141,2 milliards FCFA), santé publique et prévention (79,5 milliards FCFA), genre et solidarité nationale (10,5 milliards FCFA), agriculture (17,7 milliards FCFA), élevage et production

**Graphique 8 :** Dépenses totales pour les secteurs prioritaires en milliards de FCFA



animale (6,4 milliards FCFA), eau et assainissement (17,1 milliards FCFA), formation professionnelle et microfinance (2,9 milliards FCFA),

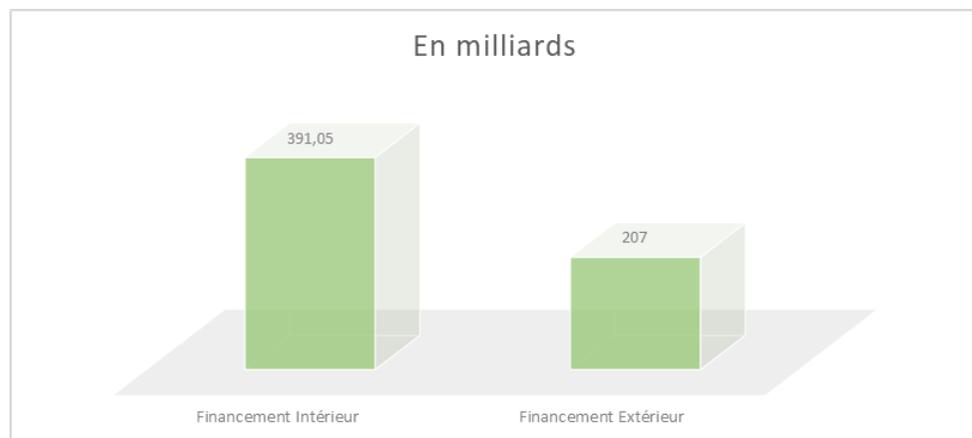
environnement, pêche et développement durable (10,3 milliards de FCFA), enseignement supérieur et recherche (34,1 milliards de FCFA).

## Les dépenses d'investissements par source de financement.

Les dépenses d'investissements de l'Etat sont financées sur fonds propres (ressources intérieures) et sur les ressources extérieures. Pour l'année 2023, Les dépenses d'investissements financées sur fonds extérieurs

s'élèvent à 391,05 milliards FCFA et sont majoritairement destinées aux investissements dans les secteurs prioritaires. Les dépenses d'investissements financées sur ressources intérieures s'élèvent à 207 milliards FCFA et sont majoritairement dominées par les investissements dans les infrastructures sociales et économiques (routes notamment).

**Graphique 9 :** Dépenses d'investissements par source de financement



# 08

## Résumé des nouvelles dispositions fiscales



**M**ise en œuvre des résolutions du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS) ainsi que des recommandations de l'Accord de Doha, avec comme point d'orgue pour l'année 2023, la préparation et la tenue d'un Référendum Constitutionnel;

**D**ésenclavement de toutes les provinces notamment la province de Salamat par la construction de routes et des voiries urbaines en provinces (146 milliards FCFA) et des ponts (15 milliards FCFA) ;

**C**onstruction des centrales solaires à N'Djamena et dans les principales villes des provinces et réception des centrales électriques thermiques et à gaz pour certaines villes afin d'atteindre l'autosuffisance énergétique dans les principales villes, notamment à N'Djamena dès avril 2023 ;

**41 milliards FCFA pour la construction des voiries urbaines à N'Djaména** pour faciliter la circulation et le drainage des eaux, comprenant 38 km de canaux d'évacuation

- y compris des grands canaux couverts - trois (03) nouvelles stations de pompage sur le fleuve Chari en ajoutaux deux (02) existants et 75 km de routes bitumées urbaines à N'Djaména dotées de lampadaires solaires ;

**T**riplement (15 milliards FCFA) du budget d'investissement, consacré à la réalisation des forages, des châteaux et réseaux d'adduction et de distribution d'eau potable sur toute l'étendue du territoire national;

**P**réservation de la paix sociale, promotion du genre et Renforcement de l'offre de service sociaux de base et de la solidarité nationale;

**A**ccroissement des capacités de la Police Nationale ainsi que celles de nos Armées de Terre et de l'Air pour assurer la sécurité des personnes et de biens sur l'ensemble du territoire national;

**31 milliards F CFA pour l'informatisation généralisée des administrations centrales, provinciales et locales** par la dotation en équipements de toutes les administrations centrales, provinciales et locales, la digitalisation des recettes, l'exécution des dépenses publiques, la contractualisation des marchés publics et leur règlement, directement dans les Provinces;

**D**écentralisation administrative, financière, numérique et digitale des services financiers et des marchés publics ;

**R**esponsabilisation des comptables publics et responsables financiers des sociétés, agences, autorités, institutions et établissements publics et privés dans

la collecte et le reversement de la TVA au Trésor Public, sous peine d'une responsabilité pécuniaire ;

**R**enforcement de l'équité fiscale par alignement et l'allègement de l'IRPP entre le secteur public et le secteur privé ;

**D**éfiscalisation généralisée des importations des matériaux, intrants et équipements agricoles et pastoraux pour soutenir fortement le secteur agricole;

**A**llègement drastique (une baisse de 75%) des droits de douane assis sur l'importation des camions gros porteurs ;

**L**imitation à 5% des droits de douanes sur le ciment en provenance des pays africains hors zone CEMAC, dans le respect de l'esprit des

textes de la ZLECAf et en soutien aux populations dont l'habitat a été éprouvé par les inondations ;



MODERNISATION • DIGITALISATION • TERRITORIALISATION

Le **SIGFiP** est un système intégré qui permet de réaliser la programmation, la budgétisation, la gestion des ressources humaines et la tenue comptabilité et les paiements des dépenses publiques y compris la solde mensuelle.

Cette plateforme est un outil permettant **la territorialisation et la digitalisation** des services du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics.

A la découverte des **outils de vulgarisation des finances publiques** par



[www.observatoire.td](http://www.observatoire.td)

